

Séance du vendredi 16 juillet 2021

Date de la convocation: 06/07/2021

*L'an deux mille vingt-et-un et le seize juillet l'assemblée régulièrement convoquée,
s'est réunie sous la présidence de Jean-Claude DEDIEU,*

Membres en exercice :

Présents : 6

Présents : Jean-Claude DEDIEU, Aline DESCOUENS, Laurent BALAGUE,
Jacqueline SAINTE-CROIX, Pascal PIETRI, Jean-Luc CONTACOLLI

Votants: 6

Représentés:

Excusés:

Absents: Pascal AUDABRAM

Secrétaire de séance : Jacqueline SAINTE-CROIX

Objet: MOTION PROJET HERCULE - DE_2021_025

Depuis 75 ans, depuis l'impulsion du Conseil National de la Résistance, l'électricité est un bien commun, Électricité de France un service public.

Premier producteur d'électricité en France et en Europe, deuxième producteur mondial, EDF fournit à l'ensemble du territoire français une des électricités les plus propres, sûres et économique ; notamment grâce à la péréquation tarifaire, garantissant un prix identique à tous les Français, qu'ils vivent en zones urbaines, rurales ou en outre-mer.

Mais aujourd'hui, ces garanties, tout comme la souveraineté énergétique de notre pays sont menacées par le projet Hercule.

Le projet Hercule, dont les négociations demeurent opaques, est impulsé par la Commission européenne. L'électricité, pourtant considérée comme un bien essentiel, se doit d'être à son tour soumise aux lois du marché et de la concurrence. Cette loi conduit à la privatisation des secteurs les plus rentables du groupe EDF, qui sera morcelé en trois sociétés. Cette réorganisation sonne le glas d'un des derniers services publics de notre pays.

Paradoxalement, s'il est une chose que la covid-19 aura permis de dévoiler, c'est le rôle crucial du service public. Des personnels hospitaliers aux instituteurs, des agents territoriaux aux bénévoles associatifs : en temps de crise, l'intérêt général redevient un marqueur structurant.

Alors, à l'heure où des millions de Français vivent la précarité énergétique, dans une époque où les enjeux de transition écologique et énergétique relèvent de défis pour l'Humanité, le rôle et la mission de service public d'Électricité de France sont d'autant plus d'actualité.



C'est pourquoi, les membres du Conseil municipal souhaitent s'engager aux côtés des salariés d'ENEDIS et d'EDF en :

- **appelant** à l'arrêt immédiat du projet Hercule.
- **demandant** un bilan des vingt dernières années marquées par l'ouverture à la concurrence du secteur de l'énergie, par la hausse des factures d'électricité pour nos concitoyens, à qui l'on avait pourtant promis une baisse.
- **rejoignant** le Collectif "*Des territoires engagés pour une énergie publique*",
- **invitant** les habitants de la commune d'Encourtiech à signer la pétition "pour une énergie publique" contre le démantèlement d'EDF et pour la défense du service public de l'énergie (à retrouver sur <https://energie-publique.fr>),
- **interrogeant** le gouvernement sur les répercussions concrètes de ce projet pour les citoyens et collectivités propriétaires de réseaux.
- **interpellant** les parlementaires du département, notamment ceux de la circonscription.

Adopté à l'unanimité.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que ci-dessus ont signé au registre les membres présents.

Le Maire
Jean-Claude Dedieu

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture le 27/07/2021.
et publié ou notifié le / / 20



RF
Sous préfecture de Saint-Girons
Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 27/07/2021
009-210901104-20210716-DE_2021_025-DE